

Vous avez dit un milliard !

Les ministres de Robien et Goulard recevront les organisations syndicales et SLR ce mercredi à 14 heures. Nous attendons des informations précises sur la programmation des moyens et sur un plan pluriannuel pour les emplois d'ici 2010. Un effort sans précédent devra être fait pour atteindre 3 % du PIB pour la recherche en 2010. Le milliard supplémentaire de 2005 ainsi que celui prévu pour 2006 et celui annoncé pour 2007 sont largement insuffisants. Pour atteindre les 3 %, il faudrait que le gouvernement et les entreprises investissent chaque année au moins 3 milliards supplémentaires dans la recherche. En 2003, le financement privé de la recherche a reculé par rapport à 2002 (-0,6 milliard). En vue de ce même objectif, il faudrait, d'ici 2010, créer 120 000 emplois dont 50 000 dans le secteur public soit 9 000 emplois supplémentaires par an. Les 5 000 créations de postes statutaires demandées par les organisations syndicales sont raisonnables. Les 3 000 que propose le gouvernement pour 2006 sont notoirement insuffisants.

Par Jacques Fossey, secrétaire général du SNCS-FSU

Le Premier ministre l'a rappelé lors de son discours d'investiture, cela a été redit aux organisations syndicales par Rousseau, le directeur général aux entreprises, cela est réaffirmé dans le rapport d'activité ministériel : nous atteindrons 3 % du PIB pour les dépenses de recherche en 2010. Mais concrètement, cela signifie quoi ? Lorsque l'on fait de simples projections, on se rend compte que le gouvernement ne met pas ses actes en accord avec son discours.

En 2003, dernier chiffre connu, l'effort de recherche de la France, *i.e.* le financement de la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), s'élevait à 34,6 milliards d'euros soit 2,18 % du PIB (1 585,2 milliards d'euros). Il faut noter que l'effort de recherche est, en 2003, inférieur à celui de 2002 (34,8 milliards). Ce recul est dû à un affaiblissement du financement de la recherche par les entreprises (-0,6 milliard).

En 2003, 3 % du PIB représentait 47,6 milliards. Pour être à ce niveau, il manquait donc 13 milliards à la recherche. Selon les estimations de Bercy, le PIB devrait être de 1 883,8 milliards en 2010 (croissance annuelle 2,25 %). Pour être à 3 %, les dépenses de recherche devront, cette année-là, s'élever à 56,5 milliards, soit 22 milliards de plus qu'en 2003. Il faut donc investir 3 milliards supplémentaires par an.

En ce qui concerne les emplois, les dernières statistiques disponibles (2002) sur le site du ministère de la Recherche indiquent qu'il y avait en France, en équivalent temps plein, 340 000 emplois dans le secteur de la recherche et développement (R&D), 190 000 dans les entreprises et 150 000 dans le secteur public. Les chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs et thésards

sont 186 000 (95 000 dans les entreprises et 91 000 dans le secteur public).

Pour avoir une idée du nombre d'emplois correspondant à 3 % du PIB, on peut, comme l'a fait la Commission européenne, faire une règle de trois. En 2002, pour 2,24 % du PIB, on avait 340 000 emplois. Donc pour 3 % du PIB, on doit avoir 456 000 emplois en R&D dont 254 000 en entreprises et 202 000 dans le secteur public. Pour atteindre ces niveaux, il faut créer 116 000 emplois dans la recherche dont 50 000 dans le secteur public. Cela correspondait à une progression annuelle de 8 000 emplois depuis 2003. Vu le retard pris ces trois dernières années, cette progression devrait approcher les 9 000 créations par an pour la période 2006-2010 dont une moitié pour les chercheurs ou assimilés.

Il est clair que la demande, par les organisations syndicales de 5000 créations annuelles de postes statutaires, souligne leur responsabilité. Par contre les 3000 postes proposés par le gouvernement ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Il n'en pas moins vrai, que dans un contexte budgétaire difficile, 3000 créations, ce n'est pas négligeable. Mais si on veut que l'Union européenne et la France répondent aux enjeux de demain, cet effort est incontournable. Sinon, avec la mondialisation, avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, nous allons au-devant de réelles difficultés. Nous continuerons, peut être, à former des étudiants de haut niveau en nombre mais ceux-ci continueront à s'expatrier vers l'Etats-Unis et peut-être vers d'autres horizons. Et devant la montée en nombre d'étudiants chinois de mieux en mieux formés, ils auront ensuite de vraies difficultés pour trouver un emploi en France mais aussi à l'étranger.